



REPUBLIQUE DE GUINEE

MINES

INTRODUCTION

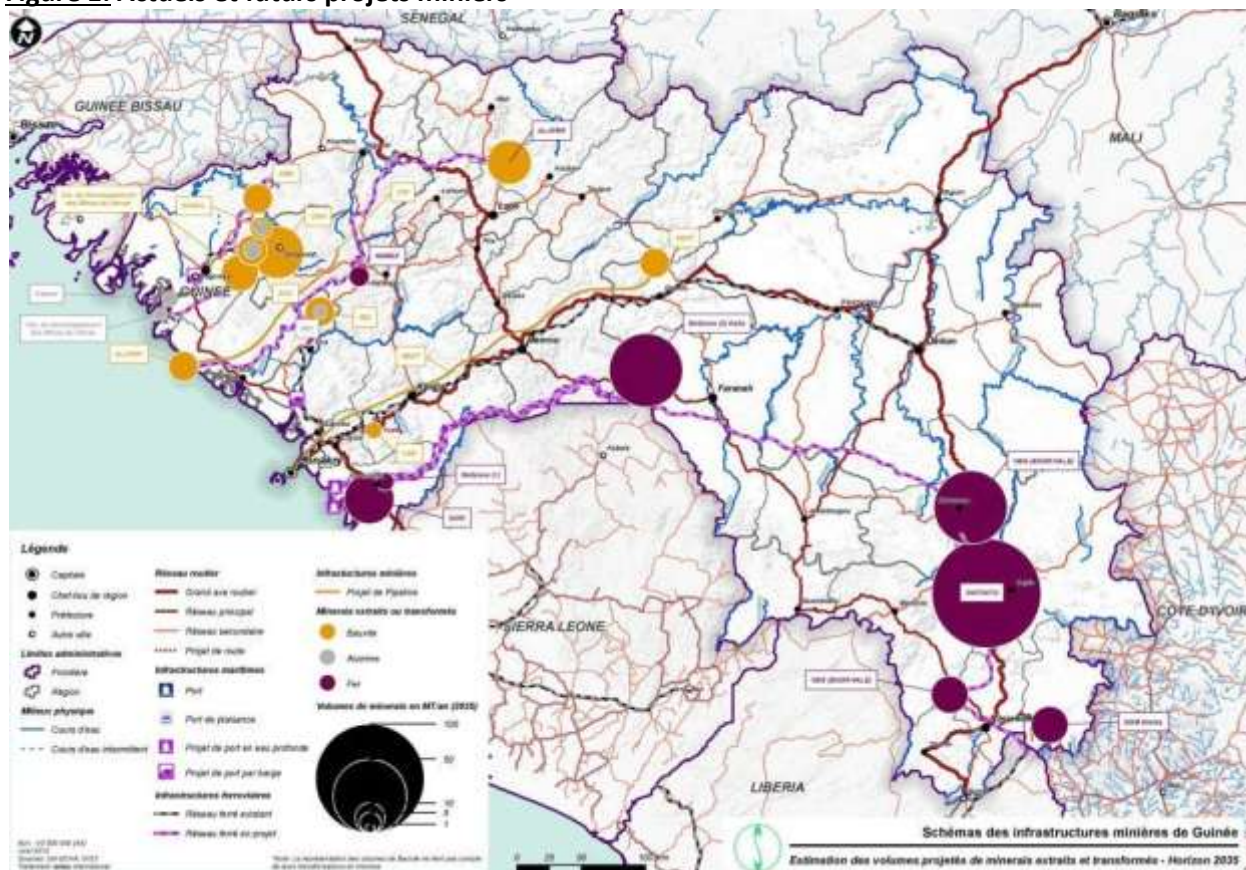
Le secteur minier joue un rôle essentiel dans le développement économique de la République de Guinée. Malgré sa concentration sur l'exportation de minerais pas ou peu transformés, le secteur minier représente actuellement plus de 80% des exportations. Il fournit 20 à 25% des recettes publiques (un montant estimé à 210 millions de dollars US en 2012) et plus de 10 000 emplois directs (Banque mondiale, 2012). Le Gouvernement guinéen tire également des recettes des taxes à l'exportation de diamants et à la location des infrastructures (un montant estimé à 8 millions de dollars US en 2012). Plus de 200 000 personnes participeraient activement à l'exploitation minière artisanale et à petite échelle de l'or et du diamant essentiellement.

Tableau 1: Contribution du secteur minier à l'économie guinéenne entre 2006 et 2011

Année	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Montant (en millier de Dollars US)	128.220	136.970	160.580	151.780	173.340	219.600
En % de recettes publiques	31,51%	24,4%	24,1%	21,9%	26,2%	28,60%
Contribution au PIB	14,4%	14,5%	15,8%	14,7%	14,5%	14,2%

Source: Ministère de l'Economie et des Finances, 2012

Figure 1: Actuels et futurs projets miniers



Source: Ministère des Mines et de la Géologie, 2013

La République de Guinée est reconnue non seulement pour ses grandes richesses minières mais également pour la répartition des différents types de minéraux à travers son territoire comme l'illustre les différents projets actuels et futurs de la Figure 1 ci-dessus. Trois (3) principaux minéraux sont exploités en Guinée à savoir : la bauxite, le fer et l'or. Le secteur des mines concerné par cette fiche s'intéresse aux projets actuels et futurs liés à ces minéraux ci-après.

► BAUXITE ET ALUMINE

La région nord-ouest attire des entreprises leaders du secteur de la bauxite/alumine, mais également des structures sud-africaines, chinoises et iraniennes. Elle abrite les activités de la Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG) et la Compagnie des Bauxites de Kindia (CBK) pour des opérations en amont. Plus de 13 milliards de dollars US d'investissements sont annoncés pour les 5 prochaines années pour la construction de raffineries d'alumine et l'une d'elle s'élève à 5 milliards de dollars. Il s'agit de la raffinerie d'alumine construite à Sangarédi par Guinea Alumina Corporation. Les autres investissements concernent trois (3) nouvelles raffineries d'alumine Alcoa/Rio Tinto, Alumina Company of Guinea (ACG-Rusal), et China Power Investment. Les autres projets annoncés dans le secteur alumine/bauxite comprennent le projet Dian-Dian de Rusal de la bauxite en alumine à moyen terme et une usine d'aluminium à long terme et le projet de 1 MT d'alumine du projet SBDT alumine sponsorisé par IMIDRO (Iran). Ces projets sont à différentes phases de négociations.

Tableau 2: Entreprises et projets de Bauxite/Alumine

Bauxite/Alumine						
Nom de l'entreprise/projet	Emplacement	Participation de l'Etat	Etat des activités	Capacité (Mtpa)	Valeur des exportations (en million de dollars US en 2012)	Commentaires
Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG)	Sangaredi	49%	Active	14	215	Signe un contrat de long-terme à fournir la bauxite avec l'Emirat Arabe Unis
Guinea Alumina Company (GAC)-RusAl	Fria	*	Arrêt de la production depuis Avril 2012 à cause des problèmes sociaux sur le site	0,7		Les modalités de relance des activités ont été convenues et celles-ci reprendront bientôt
Compagnie des Bauxites de Kindia (CBK)	Kindia	0%	En activité	3	20	
Usine d'Alumine de Sangaredi	Tinguilinta (Sangaredi)	15%	En construction	3,2	Investissement de 5 milliards USD	Très avancé
Complexe Dian-Dian		*	En construction	12,5 Bauxite et 2,4 Alumine	Investissement de 4 milliards USD	Absence d'études d'impact environnemental et social
Bauxite Koumbia	Koumbia (Gaoual)	15%	En construction	5		Négociation de l'utilisation Commune de l'infrastructure avec CBG
Bauxite de Bel Air	Tougnifili	15%	En construction	3		Négociation des modalités d'utilisation de l'infrastructure des modalités d'utilisation de l'infrastructure
China Power Investments	Boffa-Telimele	*	En construction	4,5 Alumine 12 Bauxite, 300 MW de puissance électrique		Négociation de l'utilisation des modalités d'utilisation de l'infrastructure avec Bauxite de Bel Air
Usine d'Alumine de Kamsar	Kamsar	15%	En construction	1,2	Investissement d'1 milliard USD	Négociation avec CBG pour les modalités d'approvisionnement en bauxite
International Mining Development	Fria	15%	En construction	3		En attente de la réception de la concession minière

Source: Entretien auprès du Ministère des Mines et de la Géologie, 2013

► MINERAI DE FER

La ceinture de minerai de fer du sud-est de la Guinée abrite les plus grands et riches gisements de fer non exploités du monde¹. Elles sont majoritairement détenues par des conglomérats miniers mondiaux, notamment Rio Tinto (blocs de Simandou 3 et 4), Vale/BSGR (blocs 1 et 2 de Simandou et Zogota) et Bellzone (Kalia) dans la partie centre-sud du pays, qui est aussi un important gisement de minerai de fer. Pour les cinq (5) prochaines années, sous réserve de la réalisation du cadre d'investissement et la sécurisation de capitaux suffisants de projets, il est prévu d'investir plus de 30 milliards de dollars US dans cette ceinture et annuellement jusqu'à 250 millions de tonnes de fer pourraient être exportées de la Guinée (Banque mondiale, 2012) à partir de 2015.

Tableau 3: Entreprises et projets de minerai de fer

Minerai de fer					
Nom d'entreprise/projet	Emplacement	Participation de l'Etat	Etat des activités	Capacité (Mtpa)	Valeur des exportations (million de dollars US en 2012) ou investissement par projet
Guinea Development Corporation (GDC)/Bellzone	Forecariah	15%	Début production Juin 2012	10	Première cargaison exportée en Décembre 2012
Rio Tinto Simfer (Simandou Sud)	Simandou	15%	Pré-financé	50	Investissement de 20 milliards de dollars US
Mifergui Nimba	Nimba	15%	En construction	30	
ZOGOTA	N'Zerekore	15%	En construction		Investissement de 2,5 milliards de dollars US
Simandou Nord	Simandou	15%	En construction	10	
Bellzone Kalia	Forecariah	15%	En construction	30-50	Investissement de 4,50 milliards de dollars US

Source: Entretien auprès du ministère des Mines et de la Géologie, 2013

► OR

La partie nord-est de la Guinée abrite un important gisement aurifère. Les régions les plus prospectives sont notamment Dinguiraye, Kouroussa et Mandiana. Le potentiel global est estimé à plus de 10 000 tonnes d'or. Actuellement, l'or est exploité par la Société Minière de Dinguiraye (SMD – russe) et la Société Aurifère de Guinée (SAG) d'AngloGold Ashanti.

Tableau 4: Sociétés aurifères

Nom de l'entreprise/projet	Emplacement	Participation de l'Etat	Etat des activités	Capacité (Mtpa)	Valeur des exportations (million de dollars US en 2012)
Société Aurifère de Guinée	Boure (Siguiri)	15%	En activité	300.000 onces par année	195
Société Minière de Dinguiraye (SMD)	Lefa	*	En activité	300.000 onces par année	120

Source: Entretien auprès du Ministère des Mines et de la Géologie, 2013

¹ D'après le Financial Times, 2013

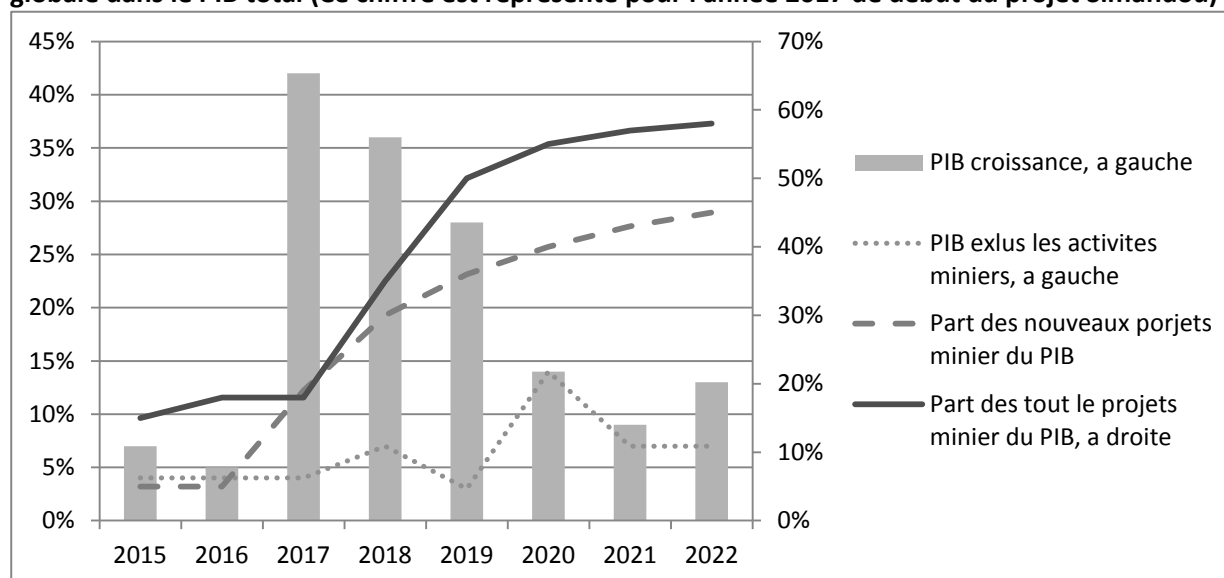
► AUTRES MINERAUX

La Guinée dispose également d'autres ressources minières comme le calcaire dans les départements de Kindia (Sougueta) Siguiri Tougué et Mali, avec quelque 200 millions de tonnes de ressources, de l'uranium dans le département Kissidougou (Firawa) et d'autres métaux de base et minéraux tels que le cuivre, le plomb, le zinc et le cobalt, le calcaire (40 millions de tonnes), le nickel (75 millions de tonnes), le diamant (20 millions de carats), et d'autres minéraux rares tels que le graphite (Ministère des Finances et de l'Economie de la Guinée, 2012). Il existe également des matériaux de construction tels que les roches ignées (granites, syénites, dolérites, gabbros, etc.) que l'on retrouve un peu partout et les minéraux de sable noir (ilménite, rutile, zircon, etc.).

DIAGNOSTIC SECTORIEL

Actuellement, il y a plus de 10 projets en cours de négociation et parmi eux il y a des mégaprojets notamment l'exploitation minière et la construction de chemins de fer et/ou ports. Les projections, en prenant en compte le début du projet Simandou Rio Tinto (Simfer) en 2017 et le potentiel de deux (2) projets de bauxite/alumine montrent que le PIB réel et nominal pourrait doubler entre 2012 et 2015 et une croissance significative pourrait se poursuivre jusqu'en 2020. Les nouveaux projets représenteront 20% du PIB nominal en 2016 et 27% du PIB en 2017-2018 comme indiqué dans le graphique ci-dessous.

Figure 2: Taux de croissance du PIB et part des nouveaux projets d'exploitation minière et exploitation minière globale dans le PIB total (Ce chiffre est représenté pour l'année 2017 de début du projet Simandou)



Source: Banque mondiale, 2012

Compte tenu du potentiel du secteur minier à être le principal tremplin pour le développement économique comme l'illustre la figure 1, le Gouvernement est rapidement intervenu pour faire face aux principaux obstacles. Parmi ces défis, il y a la distance de la Guinée relative aux consommateurs de ses minerais ce qui dissuade les investisseurs sensibles aux coûts. La Guinée manque également de main-d'œuvre qualifiée et elle est trop dépendante des professionnels étrangers, ce qui implique des coûts supplémentaires pour le pays et les investisseurs. La perception du risque politique par les investisseurs, un héritage de la mauvaise gouvernance, le manque de transparence et le manque d'infrastructures de transport adéquates pour soutenir les activités minières font de la Guinée un pays peu compétitif.

Bien conscient de ces problèmes, le Gouvernement s'est engagé à les aborder avec le soutien des investisseurs et des partenaires au développement. Pour se faire, le Gouvernement a axé ses efforts sur certains secteurs clés qui ont jusqu'ici produit des résultats importants. Les principales réalisations sont notamment le développement et la refonte récente d'un code minier tenant compte des préoccupations des investisseurs; le renouvellement de l'engagement de la Guinée à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE); la mise en œuvre de la décision de réviser les contrats miniers; les discussions en cours entre les actionnaires potentiels sur le cadre

d'investissement d'infrastructure du projet de Simandou; les progrès concernant le projet d'extraction de minerai de fer de Simandou et les autres investissements pour n'en citer que cela.

► LE CODE MINIER

L'une des principales réformes de ces trois (3) dernières années est la promulgation d'un nouveau code minier dans le pays en Octobre 2011. A travers cette nouvelle donne, le Gouvernement veille à instaurer un partenariat gagnant-gagnant en assurant la protection des intérêts des investisseurs grâce à la fourniture de la concession et la sécurité des droits de propriété, d'une part et la protection également des droits des communautés affectées par les projets miniers d'autre part. Il exige que des accords de partenariat soient passés entre les sociétés minières et les communautés et que les recettes provenant des projets miniers soient retenues au profit des communautés voisines. Pour favoriser la transparence, il a également prévu la divulgation des termes et conditions des licences d'exploitation minière et des accords commerciaux entre le Gouvernement et les entreprises. Enfin, le Gouvernement a protégé les droits souverains à travers la provision du droit de l'Etat de Guinée à une participation au capital de tous les projets de développement et d'exploitation minière. L'Etat a droit à un maximum de 15% d'intérêt et une option pour un montant supplémentaire de 27,5%, selon le type de minerai, à financer par l'Etat sous réserve de la valeur convenue aux investissements effectués par le développeur.

Certains éléments clés du nouveau code minier sont résumés dans les tableaux ci-dessous.

Tableau 5: Participation de l'Etat

Minéraux	Actions réalisées par l'Etat (%)	Actions en espèces (%)
Bauxite	15	20
Projet intégré Bauxite-Alumine	5	30
Alumine	7,5	27,5
Aluminium	2,5	32,5
Fer	15	20
Acier	5	30
Or et diamant	15	20
minéraux radioactifs	15	20
Autres minéraux	15	20

Tableau 6: Taux d'imposition des minéraux

Produits exportés	Unités de Taxation	Taux
Fer	MT	15%
Acier	MT	0,7%
Bauxite	MT	0,55%
Alumine	MT	1%
Aluminium primaire	MT	0,7%
Métaux Précieux: Argent, Or...	OZ	5%

Outre ce qui précède, le nouveau code instaure un régime douanier qui exonère les entreprises du paiement de droits de douanes lorsque leurs projets sont en cours de recherche et de développement, mais en imposant un taux de 8% pour l'exploitation des carrières individuelles et 6% pour les unités de transformation des produits semi-finis et finis.

Le régime fiscal, la réglementation de l'impact social et environnemental et les exigences locales contenus dans le nouveau code minier ont été encore révisés afin de répondre adéquatement à la vision des investisseurs. Par exemple, la taxe sur les bénéfices a été réduite de 35% à 30%. La taxe à l'importation sur le matériel relatif à l'exploitation est passée de 8% à 6,5%. Toutes les deux ont été conçues pour encourager l'investissement étranger. La taille maximale des concessions a augmenté, passant de 350 km² à 500 km² respectivement pour la bauxite et le fer. Pour les autres minerais, la taille maximale des blocs d'exploration est passée de 50 km² à 100 km². A

l'exception de la bauxite, du fer et des minéraux radioactifs, l'exigence de capital minimum des licences d'exploitation minière a également été réduite passant ainsi d'un milliard de dollars US à 500 millions de dollars US.

► LE PROJET DU MINÉRAI DE FER DE SIMANDOU

D'après un rapport de l'ancien PDG de Rio Tinto, Tom Albanese, lors d'un séminaire des Investisseurs à Sidney, en Australie en 2012, «le projet Simandou est le plus grand projet minier intégré en Afrique et il est considéré par les guinéens comme un projet national de développement ». La capacité initiale de la mine prévue était de 95 millions de tonnes par an, reliée à un poste d'amarrage du quai 4 par 630 km de chemin de fer. L'orientation des dépenses en capital dépasse 10 milliards de dollars US². Le Gouvernement guinéen a manifesté son intérêt envers le projet minier et une option pour des actions supplémentaires pour les projets d'infrastructures et miniers qu'il a jusque là refusé. Pour le développement de minéraux et d'infrastructures connexes, ce projet représente un investissement complexe et de grande envergure avec d'importantes retombées économiques. En tant que tels, ces projets ont été réalisés par le Gouvernement dans le but d'appuyer ses partenaires à faire face aux éventuels défis et à ouvrir la voie à une rapide réalisation des travaux du projet de pré-production. Tout récemment, les négociations de ce projet ont atteint une importante phase. Durant plusieurs mois, le Gouvernement guinéen, Rio Tinto et leurs partenaires chinois, Chalco et SFI ont discuté du principe pour le cadre d'investissement du projet. Le récent accord sur ces principes de cadre d'investissement ont jeté les bases d'un essor des investissements en Guinée.

SOGUIPAMI

Dans le cadre du nouveau code minier promulgué en 2011, l'Assemblée Nationale a également créé une nouvelle société de patrimoine appartenant à l'Etat, *Société Guinéenne du Patrimoine Minier* (SOGUIPAMI) qui a pour mission d'exercer les droits de l'Etat dans le transport et la commercialisation des produits miniers et de leurs dérivés. Il s'agit d'un changement politique en Guinée destiné à accroître la propriété de l'Etat jusqu'à 35% pour les actifs miniers et 51% pour les infrastructures liées à l'exploitation minière. Cette nouvelle politique constitue un défi à la gestion du secteur en ce qui concerne le double rôle de l'Etat à la fois comme régulateur et actionnaire dans les projets miniers et d'infrastructures. En outre, la capacité de l'Etat à participer pleinement comme investisseur dans le développement de ces actifs sera un défi aussi bien stratégiquement que financièrement. Malgré les récentes réformes et l'évolution des pratiques, un rôle stratégique clair pour l'entité étatique reste encore à être défini.

CAPACITE INSTITUTIONNELLE

Les institutions de réglementation minière de la Guinée ne sont pas suffisamment équipées pour s'acquitter efficacement de leur mandat. Une observation rapide des différentes institutions, notamment le Ministère des Mines et de la Géologie, la Direction Nationale des Mines, la Direction Nationale de la Géologie, la Direction Générale des Projets Miniers, et les autres organismes auxiliaires et d'appui révèle un vieillissement d'équipement, des processus inefficaces et des systèmes manuels pour l'interface avec les investisseurs³.

Le Gouvernement guinéen en est bien conscient et il a reçu le soutien des partenaires dont la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement (BAD). Les autres partenaires au développement tels que Revenue Watch, PNUD, ONUDI et CENUA ont également soutenu le Gouvernement guinéen dans le cadre du renforcement des capacités nécessaires pour réglementer le secteur⁴. L'une des principales composantes du fonds de renforcement des capacités de la Banque Mondiale de 20 millions de dollars US consiste à renforcer la gouvernance et la structure institutionnelle de SOGUIPAMI et ses capacités techniques, juridiques et financières à coopérer avec les sponsors des projets miniers.

Le rôle de l'Etat en tant que régulateur doit être séparé de son rôle d'investisseur tel que définit dans le nouveau code. L'objectif est d'éviter tout conflit d'intérêt, d'adhérer aux principes de bonne gouvernance et de restaurer la confiance des investisseurs dans sa capacité à créer un environnement transparent et équitable dans lequel les sociétés commerciales et l'Etat opèrent à travers une concurrence loyale.

² www.riotinto.com

³ Ces conclusions ont été tirées d'une analyse préliminaire des capacités institutionnelles récemment entreprise par le Ministère des Mines et de la Géologie.

⁴ Une présentation détaillée des différentes activités de renforcement des capacités conduite par les partenaires au développement dans le secteur minier en Guinée est disponible à l'annexe.

BANQUE DE DONNEES GEOLOGIQUES

A l'instar des politiques en matière de décisions d'investissement d'impact, la perception de la richesse minérale du pays constitue une autre attraction pour les investisseurs miniers qui cherchent à investir dans l'exportation. Le Gouvernement guinéen connaît bien la valeur des données géologiques et il a signé des accords avec AMTEC Ltd en Septembre 2004 et en Mars 2006 pour l'interprétation combinée des données géophysiques, des photographies aériennes et l'observation satellitaire de l'ensemble du territoire guinéen. L'objectif est de créer une banque nationale de données géo-spatiales. L'interprétation géophysique, photographiques et satellitaire des données a pris fin en 2011, notamment la formation de techniciens guinéens. L'amélioration de la cartographie et de référence géodésique de la Guinée est en cours et une équipe a déjà achevé la première phase des travaux sur le terrain. La banque de données est actuellement gérée par AMTEC Ltd en attendant d'être transféré au Ministère des Mines et de la Géologie après paiement du contrat.

DEFIS ET OPPORTUNITES

► DEFIS

Le tableau suivant donne un aperçu des principaux défis du secteur minier guinéen et des interventions actuelles et futures pour y faire face.

DEFI	ACTION du GOUVERNEMENT
Risques politiques et financiers	Le Gouvernement guinéen a organisé des élections législatives le 28/9/2013. ce qui a permis de réduire les tensions sociopolitiques et les inquiétudes des investisseurs.
L'insuffisance des infrastructures, le faible niveau de qualification et la distance pour les utilisateurs finaux font que la Guinée est moins compétitive que les autres producteurs de minerai de fer comme l'Australie, l'Afrique du Sud et le Brésil.	La longue période des concessions d'exploitation, le minerai de fer à haute teneur et un régime fiscal favorable devraient améliorer le rendement de l'investissement vu que ces dispositions ont été prises pour aider à atténuer certaines des faiblesses du secteur minier de la Guinée.
Les défis de gouvernance et la faiblesse des capacités et des institutions ont empêché la Guinée de développer une vision stratégique, le suivi et le contrôle politique et la capacité d'exécuter le type de politique requis pour profiter pleinement des avantages des richesses minérales	Le Gouvernement a révisé son code minier et réexaminé son cadastre minier. Il examine actuellement les contrats précédents et met en œuvre un programme de renforcement des capacités.
L'absence de financement des projets et les coûts d'emprunt pourraient stopper ou retarder les projets miniers	Le rôle des utilisateurs finaux des minéraux, les financements chinois au lieu des mineurs typiques dans les projets miniers pourraient réduire les risques. La récession n'a fait que changer la nature des acteurs, mais pas nécessairement celle de la demande.
La récente découverte en Asie du Sud-est d'importants gisements de bauxite, à proximité des nouveaux marchés offre une concurrence au gisement minéral guinéen.	Le coût du travail en Guinée est relativement faible et la Guinée dispose d'un régime fiscal concurrentiel d'importation sur les équipements liés à l'exploitation surtout quand projet est en phase d'exploration. En outre, la Guinée est disposée à apporter sa propre part de 10% du capital ce qui devrait la rendre plus compétitive.
L'expansion des mines de fer en Australie, au Brésil, ainsi que la découverte de nombreux autres gisements sur le continent africain renforce la concurrence pour de nouveaux projets tels que Simandou	La teneur du fer guinéen est élevée et pourrait être un atout pour la concurrence
La capacité limitée de rivaliser avec les États de la région pour l'investissement direct étranger (IDE) qui peuvent avoir des régimes fiscaux plus attrayants peut influencer les investisseurs.	L'environnement des affaires de la Guinée s'améliore. Contrairement à la plupart de ses concurrents régionaux, la Guinée dispose d'un accès direct à la route maritime.
Les troubles sociaux entre les communautés riveraines et les sociétés minières pourraient faire fuir les investisseurs.	Le Gouvernement guinéen consacre 10% des impôts miniers aux communautés riveraines des zones d'exploitation minière

DEFI	ACTION du GOUVERNEMENT
Les ressources financières, les compétences et les capacités institutionnelles limitées pour répondre à ses obligations	Le Gouvernement guinéen est en train de négocier un PPP avec Rio Tinto et l'Agence Française de Développement (AFD) pour créer un centre de développement des compétences dans la région de Beyla près de la mine de fer pour combler les lacunes en matière de compétences. La capacité institutionnelle est améliorée à travers les activités des multiples partenaires au développement du secteur minier.

► OPPORTUNITES

La majorité des opportunités immédiates sont en amont de la chaîne de valeur, notamment l'exploration, le forage et les services auxiliaires relatifs à l'exploitation minière. Plusieurs infrastructures, notamment les projets énergétiques, les ports et les chemins de fer, seront construites créant ainsi une demande pour les services d'appui. Comme retombées de ces projets, le trafic à l'intérieur et à l'extérieur de la Guinée augmentera les opportunités dans certains secteurs de services, notamment les hôtels, la location de voiture, les services des compagnies aériennes et les autres services essentiellement sollicités par le voyageur d'affaires. Enfin, les services financiers tels que les assurances, les courtiers, les banques, l'appui à l'assurance médicale et le transport maritime suivront. La nature des opportunités peut être répartie pour les investisseurs et les donateurs.

Pour les investisseurs

Approvisionnement

De manière générale, les activités minières présentent un ensemble d'opportunités à travers les intrants miniers, qui peuvent être classés selon :

- **Les Services**, notamment les services qui sont au cœur de l'exploitation d'une mine tels que l'extraction, le forage et les services d'appui d'exploitation minière plus vastes;
- **Les biens d'équipement et les matériaux de construction**, notamment les camions légers et lourds, les pelles mécaniques et draglines;
- **Les consommables et les pièces de rechange**, notamment les consommables tels que les explosifs, le diesel, l'essence et les pièces de rechange de véhicules;
- **L'ensemble des services et des infrastructures**, notamment l'eau, l'électricité, les télécommunications, les infrastructures de transport et la gestion des déchets,
- **Les biens secondaires**, tels que les vêtements de protection, le matériel de bureau, la restauration, etc.

La croissance du PIB qui est censée être déclenchée par les futurs mégaprojets miniers devrait offrir diverses opportunités à la chaîne de valeur de l'exploitation minière et des services de soutien auxiliaires. A travers les différentes phases des projets, plusieurs opportunités se présenteront aux entrepreneurs locaux allant de l'approvisionnement de pièces de rechange à la formation et au développement des compétences. Par exemple, à son apogée, rien que le projet de minerai de fer de Simandou nécessitera 18.000 travailleurs qualifiés et générera 5 milliards de dollars US de possibilités de marchés. Puisque les contrats sont encore en cours de négociation c'est une occasion pour les investisseurs de commencer à jeter les bases pour profiter des différentes possibilités de marchés.

Les services auxiliaires

Si tous les projets d'alumine sont réalisés, la production d'alumine dépassera de 25 fois la production actuelle et résoudra essentiellement le problème de la faible valeur ajoutée de la bauxite. Même si la Guinée produit 12% de la bauxite mondiale, elle ne produit que 1,4% de l'alumine mondiale qui est 5 à 7 fois supérieur à la bauxite en termes de recettes fiscales. Ce qui permettra au Gouvernement guinéen d'augmenter ses revenus et de créer davantage d'emplois. Aux prix actuels, l'exportation de la bauxite et de l'alumine pourrait passer de son niveau actuel d'environ 560 millions de dollars US à 5-6 milliards de dollars US et générer ainsi des opportunités d'investissement dans les différents services d'appui de la chaîne de valeur.

Il existe un certain nombre de projets Brownfield et Greenfield que les investisseurs peuvent prendre en compte. Ces projets ont été abandonnés soit en raison du manque de ressources financières ou suite à la révision du cadastre minier qui a conduit à l'annulation de droits d'exploration des sociétés qui n'ont pas été suffisamment motivées pour être fonctionnelles. Ces projets présentent de nombreux avantages. Les investisseurs n'auront pas à payer le coût parfois prohibitif associé à l'exploration et devraient donc voir leur coût d'exploration réduit. Le marché devrait rester dynamique au cours des 25 prochaines années, en raison principalement de l'essor des grandes villes de la Chine et les projets d'infrastructure connexes. Par la suite, en raison de la maturité du marché boursier et la baisse de la croissance, la tendance va s'estomper. Ainsi, la planification du développement futur des gisements de minerai de fer est essentielle et le moment est venu de faire des recherches en ce sens.

Pour les donateurs

Les partenariats communautaires en matière de santé, d'éducation et de PME

Le développement minier doit trouver l'équilibre entre les contributions pour l'économie nationale. Les contributions à l'économie des communautés riveraines des projets de développement sont non seulement largement acceptées, mais dans de nombreuses juridictions, elles sont intégrées dans la loi. En Guinée, l'accord de développement communautaire avec la communauté locale résidant à l'intérieur ou à proximité du site couvert par leur permis d'exploitation ou concession minière et la mise en place d'un fonds de développement communautaire. Il s'agit d'une approche efficace pour veiller à ce que les communautés en tirent profit. Une autre consiste à promouvoir les partenariats public-privé qui sont intégrés dans les plans de développement du projet. Un tel projet peut tenir compte des aspects économiques du projet, les besoins et les capacités des communautés à soutenir les partenariats. Même si les grands projets d'infrastructure sont adaptés au niveau national, au niveau communautaire, les projets sociaux de santé, d'éducation et de petites entreprises fonctionnent mieux.

La solution c'est les partenariats public-privé entre les sociétés minières, le Gouvernement central et les autorités locales. Le rôle du Gouvernement guinéen est de servir de médiateur, d'établir des normes pour ce qu'il convient de réserver aux communautés locales. A cet égard, il existe un certain nombre de projets modèles avec un grand succès dans la région. Au Ghana, le programme de paludisme d'AngloGold Ashanti à Obuasi, en Afrique du Sud, le programme de PME d'Anglo-American Corporations (Anglo Zimela), au Botswana, le programme VIH/SIDA de Debswana. La réalisation d'études de cas permettrait à la Guinée d'avoir des références pour trouver des modèles appropriés d'adaptation.

Renforcement de capacités institutionnelles

En tant que dépositaire de la richesse minérale du pays, le Gouvernement guinéen protège les intérêts nationaux en veillant à ce que les modalités et conditions d'attribution des concessions minières garantissent un rendement équitable et que cela soit possible par la capacité des institutions étatiques à réguler le secteur et à négocier avec les investisseurs. L'Etat tire davantage profit de valeur en participant des actions aux projets miniers par un intérêt reporté et en exerçant une option supplémentaire pour réaliser de nouveaux investissements. A travers cela, l'Etat devient potentiellement le plus grand investisseur national du pays. Cela signifie que, outre la nécessité de renforcer la capacité de réglementation pour superviser les activités minières, le Gouvernement guinéen a besoin de politiques appropriées, de structures institutionnelles afin de mener à bien son rôle d'investisseur. En outre, le pays a besoin d'acquérir l'expertise commerciale spécifique nécessaire pour jouer le rôle d'investisseur et maîtriser les risques d'investissement.

Développement des compétences

A la lumière des projets miniers à venir, quelque 50.000 travailleurs qualifiés seront nécessaires durant les cinq prochaines années ou plus. Cependant, les écoles techniques et professionnelles de la Guinée ne sont pas outillées pour former le personnel minier du futur. Par conséquent, le Partenariat Public Privé (PPP) pourrait être la meilleure réponse. Le centre de développement des compétences de Beyla prévu entre le Gouvernement guinéen, Rio Tinto, et l'Agence Française de Développement constitue un bel exemple. Le centre de formation compte former environ

1640 personnes dans un délai de 7 ans en compétences de base, compétences spécialisées et compétences de qualification.

STRATEGIES ET ACTIONS PRIORITAIRES

Parmi les actions prioritaires que le Gouvernement guinéen peut mettre en œuvre pour stimuler le secteur minier et accroître la valeur de l'industrie minière dans l'économie nationale, on peut citer:

- Le Gouvernement guinéen doit payer le solde qu'il doit à AMTEC Ltd pour avoir l'entière propriété de son interprétation de ses données géologiques et de les rendre disponibles aux investisseurs. Ce qui devrait réduire les coûts d'exploration que les promoteurs de nouveaux projets doivent payer.
- Accroître la connaissance de l'information géologique et ouvrir le pays à davantage d'exploration et d'activités connexes d'exploration.
- Investir dans la formation professionnelle selon les normes de refonte du système et des programmes de formation professionnelle en cours
- Développer un secteur des PME selon les besoins d'approvisionnement des projets miniers et d'infrastructure.
- Développer l'hospitalité et les secteurs relatifs au commerce
- Envisager des allègements fiscaux pour les sociétés minières qui mettent en place des écoles, des laboratoires et des services de soutien social.
- Inviter les entreprises de télécommunication à satisfaire la demande croissante en services de haut débit et Internet.
- Créer une stabilité sociale dans les communautés minières en mettant l'accent sur les perspectives de réduction de la pauvreté
- Renforcer la capacité des organismes du Gouvernement guinéen à gérer les relations entre le Gouvernement, les partenaires de coentreprises et autres investisseurs qui opèrent dans le secteur des ressources naturelles de la Guinée.
- Renforcer les capacités de négociation avec des investisseurs qui, en raison de leur envergure, apportent des compétences sans précédent de discussions sur les concessions et accords commerciaux avec le Gouvernement.

PROJETS

Nom du projet	Emplacement	Type de Projet	Budget	Investisseur/donateur
Unités mobiles de formation technique	Kamsar, Forécariah, Macenta, Faranah, Kérouané, N'zérékoré, Kankan	Partenariat Publique Privé en Guinée- Donateur- Compagnie minière	\$22M	Donateur/investisseur
Contrat d'achats de matériels et de provision de services pour le projet Simandou	Projet Simandou	Privé	Plus de \$1 milliards	Investisseur
Projet de minerai de fer	Gaoual	Privé- Soguijami	\$6.3M	Investisseur
Enquête Géologique	National	Privé- Soguijami	Sous- évaluation	Investisseur

Analyse SWOT

FORCE	FAIBLESSE
1. La Guinée possède l'un des plus grands potentiels miniers d'Afrique. Les différentes provinces minières sont assez proches des 300 km du littoral.	1. Le Gouvernement guinéen manque de ressources financières pour auto financer ses projets miniers.
2. Dans le secteur minier, d'importantes réalisations sont notées au niveau de la connaissance de la Géologie et du potentiel minéral, du développement minier et institutionnel et des réformes réglementaires.	2. Les institutions gouvernementales manquent de capacités techniques pour évaluer les coûts d'exploitation des sociétés minières. La capacité à contrôler et à surveiller les opérations par les Ministères chargés des Mines et de l'Environnement est également limitée.
3. Après une transition militaire marquée par une mauvaise gestion, l'image du pays s'est améliorée grâce à la société civile et un régime démocratique. De grandes réformes Institutionnelles et économiques ont été entreprises	4. Les conflits entre communautés riveraines et sociétés minières sont récurrentes.
4. L'annulation de 2/3 de la dette extérieure du pays en 2012.	5. L'approvisionnement en électricité est faible. Seul 18% de la population a régulièrement de l'électricité avec 16 heures de services sur 24 sur environ 2 mois. 40% est produite par les sociétés minières.
5. Haute perception du risque pays par les investisseurs et les donateurs	6. La faiblesse de la qualification de la main d'œuvre fait que la Guinée est moins compétitive étant donné que les sociétés utilisent un personnel expatrié.
Opportunités	Menaces
1. Actuellement le pays a de grands projets de développement pour l'extraction du minerai de fer et le traitement à grande échelle de bauxite/alumine. Ces grands projets miniers qui sont à la phase conceptuelle impacteront positivement sur le secteur minier de la Guinée en 2015	1. La récession économique mondiale actuelle pourrait ralentir ou retarder des projets déjà lancés (contraction de la croissance mondiale, réduction de la demande de minéraux, chute des prix)
2. L'existence d'un grand potentiel hydroélectrique, avec les grands projets hydroélectriques sont en cours (Kaléta) ou à un stade avancé d'étude (Souapiti, Amariah)	2. La récente découverte en Asie du Sud-Est d'énormes gisements de bauxite, près des nouveaux marchés.
3. Même si la demande asiatique a ralenti dans le court terme elle promet d'être un énorme marché à long terme.	3. L'extension des mines de fer en Australie et au Brésil, et la découverte de plusieurs gisements de fer sur le continent africain
	4. Des conditions plus favorables et des environnements plus attractifs de plusieurs mines d'or en Afrique (Burkina Faso, Sénégal, Niger).
	5. L'invention de plusieurs substituts et le développement de nouvelles technologies de traitement raffiné, pour produire des minerais métalliques avec des minéraux de qualité inférieure à moindre coûts d'extraction.

CONSTRUCTION DE CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES

CONTEXTE DU SECTEUR

Les résultats d'une enquête 2012 sur la prévalence de la pauvreté (ELEP-2012) ont montré qu'en Guinée:

- 72,2% de la population sont illettrés;
- Un peu plus de 10% ont terminé l'école primaire ou secondaire;
- Seuls 8% ont suivi une formation universitaire ou professionnelle.
- Le taux d'alphabétisation varie de 15 à 34%;
- Seule une personne sur trois âgée de plus de 15 ans est alphabétisée;
- Le taux brut de scolarisation chez les enfants âgés entre 7 et 12 ans est de 59,5%;
- Le taux de scolarisation au sein du groupe d'âge de 3 à 16 ans est de 21,7%;
- Les chiffres comparatifs du groupe d'âge de 17 à 19 ans est de 13,1%.

Conscient de l'incidence de ces statistiques peu favorables sur la compétitivité des activités minières, le Gouvernement guinéen met l'accent sur la construction de centres de formation de développement des compétences autour du projet minier afin de d'offrir aux projets de travailleurs guinéens compétents. Suivant un modèle de réussite existant, le Gouvernement guinéen invite les donateurs intéressés à le rejoindre à mettre sur pied un Partenariat Public Privé (PPP) avec les compagnies minières actuelles ou futures pour la création d'un centre de formation.

OPPORTUNITES ET DEFIS

Opportunités

- Au cours des 5 prochaines années, la Guinée aura besoin de plus 50 000 travailleurs qualifiés comme illustrés ci-dessus;

Figure 1: Demande d'emploi prévu



- A son apogée, le projet Simandou emploiera jusqu'à 18 000 personnes. A la phase d'exploitation les chiffres seront estimés à 8 000, ce qui est encore très élevé pour un projet d'exploitation minière;
- Les entreprises qui investissent bénéficieront d'un certains nombre de mesures incitatives qui réduiront les coûts de production.

Défis

- Les bases inappropriées des écoles techniques et leurs modèles doivent être réadaptées pour combler les lacunes en compétences;
- Les établissements techniques et professionnels actuels ne sont pas équipés (en matériel et en personnel) pour former les futurs cadres techniques miniers;
- La Guinée ne dispose pas de moyens financiers pour investir dans la construction d'écoles.
-

Le Gouvernement guinéen a pris des mesures afin de renforcer sa capacité à développer les compétences du secteur et accroître ainsi les opportunités d'emploi. Par le biais du Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et la de la Formation Professionnelle (METEFP), des programmes sont en cours d'élaboration afin de construire des centres de formation professionnelle à travers le pays, en collaboration avec les partenaires au développement et les sociétés minières pour un coût estimé à 22 millions de dollars US.

Les centres prévus par le Gouvernement guinéen reproduiront le modèle du "Centre de Formation de Beyla" qui est un PPP entre le Gouvernement guinéen, Rio Tinto, et l'Agence Française de Développement. L'objectif consiste à former environ 1640 étudiants dans différents domaines de compétences au cours des 7 prochaines années. Le programme vise à équilibrer les compétences techniques de base avec des qualifications spécialisées ayant une adéquation immédiate et concrète aux besoins du secteur. Le centre prévoit en outre de procéder à une transition graduelle d'un centre de formation mobile à un centre de formation permanent qui sera uniquement axé sur le développement des compétences professionnelles dans une période de 3 ans. Cependant, compte tenu du nombre de projets miniers dans le pipeline et la demande prévue, le résultat prévu pour cette école unique sera insuffisant. Par conséquent, le METEFP a prévu la construction de 7 autres centres de développement des compétences.

Le METEFP a identifié les possibilités de créer des Unités de Formation mobile (UFM) à Kamsar, Forécariah, Macenta, Faranah, Kérouané, N'Zérékoré, Kankan suivant le modèle du Centre de Formation de Beyla. Cependant, celles de Kamsar, Forécariah et Kankan sont destinées à devenir des centres de développement des compétences permanents.

Figure: Centres de Développement des Compétences



Source: Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle

SYNTHESE

CONSTRUCTION D'UNITES DE FORMATION MOBILES		TYPE : Développement des compétences pour le secteur minier						
Justification / Demande	Il existe une opportunité de partenariat mutuellement bénéfique entre les investisseurs qui s'intéressent à la formation professionnelle. Idéalement, le partenariat doit comprendre des partenaires au développement ayant des accords bilatéraux avec la Guinée d'une part. Et d'autre part, le partenaire essentiel est une compagnie minière ayant une connaissance approfondie de la sécurité industrielle et des normes techniques. Ceci est nécessaire pour assurer la pertinence des programmes et fournir la demande en compétences. A travers cela, la société minière sécurise le personnel qualifié en accord avec ses besoins, son modèle d'exploitation et à des coûts inférieurs à comparativement à la main-d'œuvre importée.							
Synergies	<ul style="list-style-type: none">Les établissements de formation doteront la Guinée de main-d'œuvre qualifiée possédant les compétences requises par les projets miniers.Au-delà des projets miniers, cette main d'œuvre qualifiée constitue une source importante de travailleurs pouvant être utilisés dans les autres secteurs.A long terme, ces éléments sont importants pour la stabilité sociopolitique de la Guinée.							
Impacts	<ul style="list-style-type: none">Commencer par la création d'emplois ; ce qui réduit le taux de chômage. Comparativement, ces emplois sont relativement bien payés et réduisent la pauvreté, augmentent les revenus disponibles et contribuent à la croissance du PIB.Les types de compétences qui seront développés à travers ces centres de formation peuvent avoir un effet d'entraînement, car ils sont également transférables entre les secteurs et réduisent à cet effet le risque de futures redondances.En cas de baisse du marché de l'emploi, de telles compétences peuvent être valorisées dans des activités indépendantes et constituent une base pour la croissance du secteur des PME.Au-delà des avantages économiques, la formation et l'emploi réduisent beaucoup de problèmes sociaux directement liés à l'absence de travail rémunéré chez les jeunes, et ont un impact direct sur le développement humain.							
MONTAGE DU PROJET								
Exécution du projet	Le Gouvernement guinéen a effectué une évaluation préliminaire pour identifier les emplacements possibles, les coûts d'investissement estimés et les coûts d'exploitation des centres de formation. Actuellement, les emplacements suivants ont été prévus à savoir, Kamsar, Forécariah, Macenta, Faranah, Kérouané, N'Zérékoré, Kankan. Jusqu'à présent, seul le Centre de Formation de Beyla est en cours d'élaboration. Le prochain objectif est de fournir un engagement à financer les centres restants. Le tableau ci-dessous présente la liste et les coûts relatifs.							
Montage financier		Emplacement						
		Kamsar	Forécariah	Macenta	Faranah	Kérouané	N'zérékoré	Kankan
	Investissements en bâtiments	2.025	1.1745	0.84375	1.08	1.08	1.08	1.5525
	Investissements en équipements	3.2805	2.7	0.324	1.08	1.404	1.4715	3.078
	Investissement total	5.319	3.915	1.16775	2.16	2.484	2.538	4.644
	Coût d'exploitation total	0.81	0.621	0.15255	0.2835	0.324	0.38745	0.7641
	Assistance technique	0.54	0.3105	0.16335	0.2295	0.23085	0.23085	0.4212
	Nombre prévu de stagiaires après quatre années d'exploitation	6000	5000	2200	2700	1300	2200	1900
Projet ciblé	GAC, RusAI, et autres projets de construction	Port en eau profonde de Bellzone et Rio Tinto	Kalia, Nimba, et Simandou sites	Rio Tinto, Bellzone	Riotinto railway	VBG, SMFG	SAG	

Sources de financement	<p>Les ressources nécessaires à la réalisation du projet proviendront de trois types de sources, le gouvernement de la Guinée, la compagnie minière et le partenaire au développement, qui se réuniront dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP). Dans un tel PPP, la fonction des partenaires incluent:</p> <p>La République de Guinée</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les institutions, la gouvernance de base et la stabilité, ce qui lui permet par la suite de rejoindre les pays où plus de coopération conventionnelle au développement et de progrès sont possibles. • En tant que membre de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), il est recommandé à la Guinée d'adopter officiellement la stratégie de revitalisation de l'Enseignement et de la Formation Techniques et Professionnels (EFTP), élaborée par la CEDEAO en collaboration avec l'UNESCO, en travaillant avec le PNUD et l'OIT. • L'État fournira gratuitement le terrain. • Il fournira aux compagnies minières des concessions appropriées pour compenser le coût de l'investissement en conformité aux accords miniers et le régime juridique en vigueur. • Il veillera également à ce que la législation nécessaire pour la régulation de l'accréditation, de l'emploi et de la formation soit en place et harmonisée pour donner un sens à l'esprit du PPP. • L'Etat facilitera également les démarches nécessaires aux stagiaires auprès des entreprises étatiques et les autres sociétés minières au cours de la formation afin de donner aux étudiants l'expérience requise. <p>La Compagnie Minière</p> <ul style="list-style-type: none"> • La compagnie minière contribuera aux coûts d'investissement et d'exploitation. • En échange, la compagnie minière garantira les droits suivants: <ul style="list-style-type: none"> ○ Le droit de décider jusqu'à 75% du contenu du programme en fonction de ses besoins en main-d'œuvre prévue. ○ Le droit de premier refus d'employer jusqu'à 50% des diplômés pour les 10 premières années de fonctionnement de l'école. <p>Le Partenaire au Développement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le partenaire au développement contribuera dans la part du capital du Gouvernement guinéen conformément aux accords bilatéraux avec le Gouvernement guinéen. • En collaboration avec le Gouvernement guinéen et la compagnie minière, l'agence contribuera également aux coûts d'exploitation, le support technique et les décisions de planification à long terme sur la gestion des centres.
Risques et mitigations	<ul style="list-style-type: none"> • Le projet suppose que le cadre juridique et politique nécessaire aux pratiques de formation et d'emploi existe pour assurer la gestion du projet. • Il suppose également que ces cadres sont harmonisés pour assurer l'alignement avec les objectifs globaux de développement, notamment en ce qui concerne le développement des ressources minières. • Il suppose également que les normes actuelles d'éducation répondent aux critères d'entrée relatifs aux compétences de base en lecture et en calcul. • Enfin, que les accords bilatéraux nécessaires existent entre le Gouvernement de Guinée et les bailleurs afin d'ouvrir la voie aux discussions formelles.
Partenaires potentiels	<p>Compagnies Minières: Anglo Gold Ashanti, Newmont PLC, RusAI, Rio Tinto, Vale, CBG, Guinea Alumina Corporation</p> <p>Partenaires au Développement ; GIZ, CIDA, SIDA, UNIDO, UNDP, AusAID, USAID, DIFID, UNESCO</p>
Contacts	<p>Nom : Ibrahima Camara Position : Secrétaire Générale du Ministère de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle Email : ibrocamara@yahoo.fr Tel : (224)621762623 / (224)662318772</p>

CONTEXTE DU SECTEUR

Simandou est un projet d'exploitation de minerai de fer de classe mondiale situé dans le sud-est de la Guinée. Rio Tinto élabore le projet en partenariat avec le Gouvernement de la Guinée, Chalco et l'International Finance Corporation (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale. Le concessionnaire de la licence et la compagnie du projet est Simfer SA, qui est actuellement détenue à 50,35% par Rio Tinto, 44,65% par Chalco et 5% par l'IFC.

La République de Guinée pourra participer jusqu'à 35% dans le projet Simfer SA (la mine) et à hauteur de 51% à travers un véhicule de titrisation pour détenir l'infrastructure du projet (chemin de fer et port).

Le projet Simandou comporte trois composantes principales:

- Un minerai de fer de 95 millions de tonnes par an à pleine production;
- Un chemin de fer trans-guinéen à environ 670 km de la concession à la côte; et
- Un nouveau port en eau profonde au sud de Conakry, dans la préfecture de Forécariah.

Simandou sera le plus grand projet intégré d'extraction de minerai de fer jamais développé en Afrique, avec le potentiel de transformer l'économie guinéenne, de développer les infrastructures de transport, et d'offrir d'importantes possibilités de marché. Il s'agit alors d'opportunités pouvant contribuer au développement du secteur minier local en plein essor. Le Gouvernement guinéen souhaite vivement que les entreprises locales guinéennes participent aux opportunités de marchés que le projet offrira, et encourage les investisseurs étrangers intéressés, à envisager de former des joint-ventures avec des entreprises locales.

OPPORTUNITES ET DEFIS

Opportunités

Le bloc de Simandou sud est un projet d'ancrage d'exploitation des minéraux en Guinée, pour un coût estimatif 20 milliards de dollars US. L'ampleur du projet offre aux entreprises étrangères et locales la possibilité de profiter d'un marché captif. Concernant l'approvisionnement, le budget de l'étape maximale du projet s'élève à **5 milliards de dollars US**. Cela concerne l'achat d'articles et de services tels que:

- Les services de restauration,
- Les services de gestion des installations,
- L'approvisionnement en carburant et lubrifiant,
- Les explosifs,
- Le recrutement de personnel,
- L'approvisionnement et soutien en informatique,
- Les vêtements de protection,
- Les pneus, et
- Les fournitures de bureau.

Par ailleurs, les infrastructures ferroviaire et portuaire seront à usage-multiple et pour différents utilisateurs. Cela offre de nouvelles opportunités en transport de marchandises de la source aux marchés, notamment les marchés d'exportation. Les investisseurs étrangers tireront profit des nouvelles demandes de services logistiques qui découleront de ces nouvelles infrastructures.

Défis

Mais le Gouvernement de Guinée et ses partenaires Rio Tinto, Chalco et l'IFC reconnaissent que la capacité du pays à intégrer le projet dans l'économie locale sera un défi énorme et qu'elle doit être abordée de façon systématique. Le pays a un classement faible dans le Rapport Doing Business. Le profil de risque de la Guinée, comparativement aux autres pays riches en ressources la rend moins compétitive pour attirer les investisseurs dans les secteurs de la fabrication et de services. Certains des facteurs qui sous-tendent les mauvaises notes sont:

- Des partenaires locaux moins compétents,
- La fourniture de services comme l'eau et l'électricité est irrégulière et les coûts unitaires sont élevés,
- Les infrastructures de télécommunication, notamment l'internet haut débit, sont très limitées,
- Les vols sont rares et espacés dans la plupart des aéroports internationaux,
- Les lois régissant la propriété foncière, les systèmes fonciers traditionnels et les systèmes classiques de protection des investissements sont peu clairs et difficiles à appliquer.

Malgré ces défis, les nouvelles opportunités que le projet de Simandou offrira semblent l'emporter sur les coûts. En outre, l'IFC a mis en œuvre un programme convaincant de renforcement des capacités, destiné à aider les entreprises à acquérir le savoir-faire nécessaire pour appréhender efficacement les diverses opportunités de marchés du secteur minier.

PERTINENCE DU PROJET

Le projet de Simandou est un projet d'exploitation minière et d'infrastructures très vaste et complexe. Il nécessitera une grande quantité de matériaux de construction notamment:

- 120 000 000 m3 de travaux de terrassement
- 62 000 tonnes d'acier de charpente
- 9 400 000 m3 de matériaux de carrière
- 1 000 000 m2 de bâtiments
- 630 000 m de tuyauterie
- 5 000 000 m de câblage
- +1 200 articles d'équipement
- +4 500 instruments

Afin de bien comprendre l'impact que le projet pourrait avoir, le Gouvernement guinéen cherche des investisseurs intéressés à tirer profit des opportunités de marchés qui émaneront de ce projet, de manière à favoriser les entreprises locales. Plus précisément, le gouvernement guinéen encourage les investisseurs la chaîne de valeur minière à collaborer avec les entreprises guinéennes à travers une joint-venture afin de soumissionner aux différentes opportunités de marchés que le projet de Simandou offrira. Même si cette initiative répond aux principes énoncés par les partenaires de Simfer Guinée quant au Cadre d'investissement, l'approvisionnement respectera rigoureusement la procédure de passation de marchés de Rio Tinto.

Le dossier est destiné à profiler le type de biens et services qui peuvent être produits en Guinée et à signaler aux investisseurs intéressés où ils peuvent se les procurer. SOGUIPAMI, avec l'appui de l'IFC, fait la promotion du transfert de savoir-faire pour l'approvisionnement local de la Guinée auprès des entreprises sud-africaines. Récemment, une joint-venture a été formée entre une entreprise locale guinéenne et North Safety Products d'Afrique du Sud, un fabricant d'équipements de protection individuelle et d'uniformes.

SYNTHESE

Promouvoir les liens économiques entre les projets miniers de Simandou et l'économie locale		TYPE: Investissement en joint-venture pour produire des biens et services de livraison à la mine de Simandou sud et aux projets d'infrastructures
Justification / Demande	Les fournisseurs de biens et services miniers ont la possibilité de profiter de la demande quantifiable et soutenue du projet de Simandou Sud. Ces facteurs atténuent le risque de marché de manière significative et procèdent à une analyse solide de rentabilisation des actionnaires et prêteurs. Avec des dépenses d'approvisionnement d'environ 5 milliards de dollars US, rien qu'à sa phase maximale, le projet prévoit une analyse de rentabilisation solide pour les principaux produits fabriqués localement qui accompagneront la demande au-delà de la phase de projet. Ainsi, le Gouvernement guinéen et ses partenaires d'investissement de SIMFER Guinée ont une occasion en or de réaliser les liens économiques nationaux du projet, de réduire les coûts du projet et d'améliorer le taux de rentabilité. Ceci est possible grâce à l'augmentation de la quantité de biens manufacturés et des services achetés en Guinée et la capitalisation de la demande créée par la chaîne d'approvisionnement minier et les projets connexes.	
Synergies	<p>Les investisseurs potentiels ont la possibilité de:</p> <ul style="list-style-type: none">• Etendre les marchés,• Réduire le risque d'investissement du fabricant,• Jeter les bases pour un accès au marché régional,• Créer une plateforme pour explorer les futurs marchés d'exportation. <p>En outre, les objectifs des partenaires de SIMFER Guinée sont atteints comme la proposition de:</p> <ul style="list-style-type: none">• se conformer aux principes énoncés par les partenaires de la Guinée comme le Cadre d'investissement,• se conformer aux objectifs du gouvernement guinéen pour relier les projets d'exploitation minière à l'économie et utiliser les liens pour réduire la pauvreté,• s'aligner sur les valeurs corporatives de Rio Tinto,• répondre aux objectifs de l'IFC afin de promouvoir le contenu local du projet dans lequel l'institution investit.	
Impacts	<p>A long terme, les impacts d'une initiative fructueuse visant à utiliser les projets miniers comme tremplin pour le secteur manufacturier et les services sont nombreux et incluent ceux indiqués ci-dessous:</p> <ul style="list-style-type: none">• Augmenter la part de marché des investisseurs,• Augmenter la compétitivité de l'entreprise,• Augmenter les économies d'échelle de l'entreprise,• Développer le potentiel d'exportation,• Réduire les coûts du projet pour les investisseurs,• Développer des compétences entrepreneuriales,• Assurer le transfert de technologies,• Créer des emplois,• Réduire la pauvreté,• Booster l'activité économique,• Augmenter les recettes fiscales,• Améliorer la compétitivité du pays.	
MONTAGE DU PROJET		

Pour fournir une échelle et accroître la possibilité de recevoir un retour sur investissement, les investisseurs des catégories suivantes de biens et services sont ciblés:

CHIFFRES A CONFIRMER

Type de biens & services et quantités annuelles estimées ou valeurs des marchés au cours des cinq prochaines années.

(Quantités et valeurs devant être fournies par les gestionnaires de projets)

Type de biens et services	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
1. Services de restauration					
2. Services de gestion des installations					
3. Approvisionnement en carburant et lubrifiant					
4. Explosifs					
5. Approvisionnement et appui en informatique					
6. Vêtements de protection					
7. Pneus					
8. Fournitures de bureau					
9. Recrutement de RH					

ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES

Les investisseurs et leurs partenaires guinéens supporteront l'ensemble des coûts des entreprises commerciales. Les entreprises privées financeront totalement l'investissement conformément aux termes et conditions de la convention des actionnaires d'un commun accord.

SOGUIPAMI et Rio Tinto seront soumis à l'accord entre les autorités compétentes pour faciliter l'identification initiale des investisseurs potentiels, et le financement de la logistique pour les réunions fera l'objet d'un cofinancement.

Dans la mesure où Rio et Chalco sont capables de nommer les fournisseurs étrangers expérimentés, ces derniers bénéficieront d'un traitement préférentiel.

Quel que soit le résultat, les fournisseurs seront soumis aux normes d'approvisionnement de Simfer Guinée.

EMPLOI

L'équipe du projet de Simfer Guinée choisira un cabinet international qualifié pour identifier les candidats potentiels pour les emplois et accepter les termes et les conditions de recrutement et les modalités pour les guinéens de la diaspora.

Il sera nécessaire que la compagnie minière, les promoteurs de projets d'infrastructures portuaires et ferroviaires sanctionnent le choix des investisseurs étrangers et évaluent leur capacité à fournir le service et à jouer le rôle de partenaire technique dans les accords de joint-venture avec leurs homologues guinéens. Par définition, cela pourrait dans la plupart des cas, signifier que les entreprises sont des fournisseurs actuels des partenaires du secteur privé de SIMFER Guinée et les promoteurs de projets d'infrastructures. Il s'agirait d'une condition préalable à la signature de contrats d'approvisionnement. Le choix des partenaires locaux et les termes du partenariat dépendra de l'accord des investisseurs. Une considération primordiale est que le recours aux fournisseurs locaux ne se fera pas au détriment des calendriers du projet ou des mines et des normes de sécurité liées au secteur et les mesures doivent être mises en place pour parer à cette éventualité dès le début.

Partenaires potentiels	Soguiipami, Chambre des Mines, Ministère de l'Economie et des Finances, Ministère du commerce, les autorités portuaires et ferroviaires, UK Trade and Investment Department, IFC, North Safety Products, etc.		
Contacts	Nom: SEM Ahmed KANTE Position: Administrateur Général – SOGUIPAMI Email : kanteahmed50@yahoo.fr	Nom: M. Cece Noramou Position: Directeur des contenus locaux – SOGUIPAMI Email : cecenoramou@yahoo.fr	Nom: M. Graham Davidson Position : Directeur Général – SIMFER Email : Graham.Davidson@riotinto.com

PROJETS DE FRICHES INDUSTRIELLES DU MINERAI DE FER DE GAOUAL

CONTEXTE DU SECTEUR

La République de Guinée est reconnue non seulement pour ses grandes richesses minières mais également pour la répartition des différents types de minéraux à travers son territoire. Les trois principaux minéraux exploités en Guinée sont la bauxite, le fer et l'or. Tout d'abord, la Guinée est dotée d'environ 40 milliards de tonnes de bauxite situées principalement dans les parties ouest et centre du pays. Ce patrimoine représente environ 2/3 des ressources mondiales de bauxite. Deuxièmement, des milliards de tonnes de minerai de fer à haute teneur identifiées dans le Mont Nimba, à Simandou, à Faranah et à Forécariah ont attiré les plus grandes entreprises du secteur au monde, notamment Rio Tinto et Vale. Troisièmement, la Guinée est dotée d'environ 300 tonnes de réserves d'or qui sont actuellement exploitées par deux sociétés notamment la Société Minière de Dinguiraye (SMD) (russe) et la Société Aurifère de Guinée d'AngloGold Ashanti (SAG).

Compte tenu de l'importance de ses richesses minérales, la Guinée reconnaît qu'il est important que le pipeline des friches industrielles, des nouveaux sites et des projets miniers soit systématiquement planifié et répertorié afin de tenir compte de l'évolution économique actuelle et des besoins futurs. L'un des objectifs d'un tel équilibre, c'est que s'il réussit à booster progressivement les différents projets miniers en phase de développement, le pays stabilise l'impact économique en évitant les conséquences potentiellement négatives du cycle d'expansion et de récession des produits de base.

Pour cette raison, la Guinée souhaiterait porter à la connaissance des investisseurs, l'existence de la propriété du minerai de fer de Gaoual. Les estimations du niveau d'exploration préliminaire indiquent un potentiel de 214 M tonnes d'une teneur moyenne de 41% Fe. Cette propriété est située à 200 km du port le plus proche et elle est détenue à 95% par la Guinée Iron Ore Ltd et à 5% par la Société Guinéenne du Patrimoine Minier (SOGUIPAMI).

OPPORTUNITES ET DEFIS

Investir dans la propriété de Gaoual comporte un ensemble d'opportunités et défis:

Opportunités

- La plupart des provinces riches en minerai de fer sont relativement loin de la côte, mais la propriété de Gaoual l'est un peu moins;
- Le projet bénéficiera des infrastructures ferroviaires des autres projets de bauxite de la région, donc les investisseurs bénéficieront des infrastructures existantes;
- Une demande accrue pour l'acier et l'automobile dans les marchés émergents de la Chine et de l'Inde;
- La présence des leaders du secteur tels que Rio Tinto et Vale en Guinée devrait permettre de réduire les coûts de transaction liés à l'exploitation de la mine.

Défis

- De vieilles infrastructures ferroviaires, la faiblesse du niveau de qualification;
- L'investisseur peut être amené à entreprendre une évaluation environnementale de base;
- La présence éventuelle d'éléments délétères peut accroître le coût du projet;
- L'incertitude des ressources financières de la SOGUIPAMI quant à sa capacité à s'acquitter de ses obligations d'exploration.

PERTINENCE DU PROJET

Le marché du minerai de fer devrait rester dynamique au cours des 25 prochaines années principalement en raison de la croissance des méga villes de la Chine et des infrastructures connexes. Dès lors, la planification du développement futur des gisements de minerai de fer est essentielle et le moment est venu d'investir dans des projets de friches industrielles tels que Gaoual. Contrairement à la plupart des projets de minerai de fer en Guinée, la propriété de Gaoual est située à 100 km de Sangarédi, où la Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG) exploite actuellement une mine et un terminal ferroviaire pour l'exploration et l'exportation de la bauxite.

Figure: Proximité de la propriété de Gaoual par rapport au Port maritime de Kamsar



Source: Guinea Iron Ore Ltd

SYNTHESE

Exploration du minerai de fer		TYPE: Projet d'exploration de friches industrielles
Justification / Demande	Les investisseurs ont l'opportunité d'acquérir des actions de la Guinée Iron Ore Limited, une entreprise qui détient un permis de prospection de minerai de fer dans la propriété de Gaoual. S'il réussit à en prouver la viabilité, le titulaire a le droit de négocier les conditions d'exploitation et de commercialisation en conformité avec les lois de la Guinée.	
Synergies	<ul style="list-style-type: none">Les licences sont situées à 100 km de Sangaredi, où la CBG exploite actuellement une mine et un terminal ferroviaire pour l'exploration et l'exportation de la bauxite.Hausse des économies d'échelle du secteur liées à plusieurs facteurs clés ayant un impact direct sur les Investissements directs étrangers (IDE). Pour le transfert de technologie par exemple, la demande concerne les services d'appui du secteur et l'investissement par forage, l'échantillonnage minier, les services de laboratoire, de personnel, de gestion de projet,Augmentation de la confiance des investisseurs,Attraction de l'investissement dans des secteurs d'accueil tels que l'hôtellerie, les compagnies aériennes et le tourisme.	
Impacts	<ul style="list-style-type: none">Créer des emploisLa possibilité d'utiliser la ligne ferroviaire et le port en eau profonde améliore la viabilité de ce projet.Réduire la concentration du développement dans une région du paysPromouvoir davantage le développement des infrastructures et en faire profiter les résidents et les entreprises tout au long du projetRéduire l'exode ruralPromouvoir les PME et la production localeApporter des avantages sociaux aux communautés riveraines des projets en conformité avec le nouveau Code minier	
MONTAGE DU PROJET		

Il est prévu que l'investisseur finance les coûts des travaux supplémentaires suivants en contrepartie d'actions de la société;

- Reconnaissance, cartographie détaillée et échantillonnage
- Premier forage au diamant, 2,000 m
- Analyse d'imagerie Landsat et/ou Aster
- Levé aéromagnétique et radiométrique
- Vérification de terrain des cibles aéromagnétiques
- Génération des cibles de forage prioritaires
- Test de forage des cibles de haute priorité, 23 000 m
- Echantillonnage en vrac et tests métallurgiques
- Calcul préliminaire des ressources

Un programme d'exploration en deux phases est recommandé.

NB: Il est recommandé de procéder à une évaluation environnementale de base dès que possible dans le programme d'exploration.

Exécution du projet

Activité	Phase 1				Phase 2				Total
	Option	Quantité	Coût unitaire	Coût total	Option	Quantité	Coût unitaire	Coût total	
Administration et frais	O	100,000	1	100,000	O	250,000	1	250,000	350,000
Levé aéromagnétique (lkm)	N	-	-	-	O	10,000	16	160,000	160,000
Levé d'aérogravité (lkm)*	N	-	-	-	N	5,000	150	-	-
Acquisition et analyse des données satellitaires	O	20,000	1	20,000	N	-	-	-	20,000
Interprétation géophysique	O	1	20,000	20,000	O	20,000	1	20,000	40,000
Exploration générale	O	50,000	1	50,000	O	100,000	1	100,000	150,000
Coûts géochimiques	O	30,000	1	30,000	O	60,000	1	60,000	90,000
Forage et échantillonnage en vrac**	O	2,000	200	400,000	O	22,000	200	4,600,000	5,000,000
Essais	O	15,000	1	15,000	O	185,000	1	185,000	200,000
Tests métallurgiques	O	25,000	1	25,000	O	100,000	1	100,000	125,000
Rapport	O	25,000	2	50,000	O	50,000	1	50,000	100,000
Calcul des ressources	O	-	-	-	O	100,000	1	100,000	100,000
Etude environnementale de base	N	-	-	-	O	25,000	1	25,000	25,000
710,000				5,650,000				6,360,000	

Sources de financement	<ul style="list-style-type: none"> GencoreXstrata, Anglo American Plc, ArcelorMittal, Tete Minerals, Chalco, RusAl, Rio Tinto, Vale, CBG, African Rainbow Minerals, etc. Gestionnaires de fonds d'investissement privés Banques privées et publiques chinoises Petites sociétés minières inscrites à la Bourse de Toronto, irlandaise, australienne et de Londres 		
Risques et mitigations	<ul style="list-style-type: none"> Présence éventuelle d'éléments délétères pouvant affecter la viabilité du projet Il est important de chercher à sécuriser les données aéromagnétiques, si des tests supplémentaires insatisfaisants comme le levé gravimétrique aéroporté sont également suggérés. 		
Contacts	<p>Nom: SEM Ahmed KANTE Position: Administrateur Général – SOGUIPAMI Email : kanteahmed50@yahoo.fr</p>	<p>Nom: Aboubacar TOURE Position: Administrateur Général Adjoint – SOGUIPAMI Email: aktoure@yahoo.fr</p>	

ENQUETE GEOLOGIQUE NATIONALE ET BASE DE DONNEES

CONTEXTE DU SECTEUR

Le secteur minier est reconnu comme étant l'épine dorsale de l'économie de la Guinée en raison de ses importantes richesses minérales. Les trois principaux minéraux exploités en Guinée sont la bauxite, l'or et récemment le fer. Tout d'abord, la Guinée est dotée d'environ 40 milliards de tonnes de bauxite situées principalement dans les parties occidentales et centrales du pays. Ce patrimoine représente environ 2/3 des ressources mondiales de bauxite. Deuxièmement, les milliards de tonnes de minerai de fer à haute teneur identifiées dans le Mont Nimba, à Simandou, à Faranah et à Forécariah ont attiré les plus grandes entreprises du secteur au monde, notamment Rio Tinto et Vale. Troisièmement, la Guinée est dotée d'environ 300 tonnes de réserves d'or qui sont actuellement exploitées par deux sociétés notamment la Société Minière de Dinguiraye (SMD) et la Société Aurifère de Guinée d'AngloGold Ashanti (SAG).

Cependant, en raison des ressources limitées et du manque de systèmes de gestion des informations géologiques fiables, la majeure partie du pays n'a pas fait l'objet d'études. Le patrimoine mentionné ci-dessus est considéré comme un résultat d'études géologiques qui ont été réalisés au début des années 1980 sur une échelle de 1/500.000 et nécessitant de nouvelles interprétations à l'aide d'instruments mis à jour. Même les informations sur les parties du pays qui avaient été étudiées à une échelle inférieure doivent être mises à jour en utilisant les dernières applications technologiques. En outre, les systèmes permettant de mettre en ligne ces informations pour les sociétés d'exploration, doivent être mis en place pour que le pays puisse en tirer profit et collecter les informations à la base.

Ces exercices sont très coûteux et nécessitent des ressources financières, des compétences géo-scientifiques et des systèmes d'information géographique (SIG) pour être entièrement fonctionnels. A travers ce descriptif du projet, le Gouvernement de Guinée invite les donateurs potentiels à aider le pays à financer la mise en place d'une banque de données géologiques à faible échelle.

OPPORTUNITES ET DEFIS

Opportunités

Avec une banque de données la Guinée aura l'opportunité de :

- Améliorer la compétitivité de son secteur minier ;
- Réduire le problème de l'asymétrie de l'information pouvant réduire la capacité de la Guinée à négocier les contrats ;
- Obtenir des recettes supplémentaires par la vente de données géologiques.

Défis

- La Guinée ne dispose pas des ressources nécessaires pour financer directement et pleinement l'exploitation.
- La Guinée doit de l'argent à Amtec Ltd qui fournissait des services de levés géologiques. Ce qui peut impliquer que le remboursement de la dette soit une priorité.
- Une formation supplémentaire pour l'interprétation des données locales sera nécessaire.

PERTINENCE DU PROJET

Par ailleurs, seules les considérations politiques, la perception des richesses minérales du pays constituent une attraction importante pour les sociétés minières qui souhaitent investir dans la prospection. Une combinaison du potentiel géologique prouvé (basé sur des données géologiques mises à jour et fiables) et des politiques judicieuses sont pour de nombreuses sociétés minières la meilleure raison de choisir d'investir dans un pays. Ce qui favorise naturellement les pays ayant des informations géologiques fiables et politiques attractives au détriment de leurs concurrents. Stockées en toute sécurité et diffusées efficacement à l'aide des SIG modernes, les interventions attireront l'attention des investisseurs.

L'Institut Fraser basé au Canada utilise cette variable pour évaluer l'impact de la perception des ressources minières sur les décisions des investissements d'exploration dans le secteur minier. Selon l'enquête, en raison de la

connaissance limitée de la géologie de la Guinée (et donc l'absence de certitude sur les niveaux de ressources minières du pays), elle a été classée 58ème sur la liste 2011-2012 du potentiel minier, plus faible que des pays avec beaucoup moins de dotation en ressources.

Les projets d'exploration constituent la première passerelle pour les futurs projets miniers. Cela illustre l'importance de la disponibilité des systèmes de gestion géologiques en préparant le terrain pour cette première étape cruciale. Compte tenu du paysage géologique de la Guinée, il est important d'effectuer des études géologiques détaillées périodiquement pour non seulement rendre la cartographie possible, mais également améliorer et stocker les données pour une utilisation par les prospecteurs. Même si des enquêtes ont été menées précédemment, elles ont été circonscrites à une petite partie du pays et les données n'ont pas été mises à jour depuis le début des années 1980. Par conséquent, les données actuelles sont à la fois limitées et obsolètes et doivent être révisées à l'aide de la technologie actuelle, puis stockées pour en faciliter la récupération.

SYNTHESE

COLLECTE NATIONALE DE DONNEES GEOLOGIQUES ET MISE EN PLACE D'UNE BANQUE DE DONNEES		TYPE: RENFORCEMENT DES CAPACITES ET GESTION DES DONNEES GEOLOGIQUES
Justification / Demande	<p>Des données géologiques facilement accessibles à des coûts économiques comportent les principaux avantages suivants pour le pays :</p> <ul style="list-style-type: none">• Elles augmentent sa compétitivité pour attirer les investissements dans l'exploration.• Elles permettent au pays de jouer un rôle de leader dans la détermination des zones de ressources à exploiter au moment d'envisager de potentiels projets miniers.• Elles augmentent la capacité d'un pays à entreprendre la planification du développement à long terme basée sur la connaissance de ses ressources.• Elles augmentent sa capacité à prévoir les futurs revenus des ressources.• Elles réduisent la vulnérabilité des décisions des investisseurs grâce à l'accès à l'information.• Elles augmentent l'effet de levier lors de la négociation avec les investisseurs.• Selon le niveau de détail et de précision, les données elles-mêmes peuvent être une source de revenus.	
Synergies	<p>En cas de réussite l'initiative peut intégrer les objectifs de développement suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Contribuer à la réduction de la pauvreté• Diversifier les projets miniers, les répartir à l'échelle nationale et ainsi réduire la migration• Améliorer le niveau de revenu des ménages ruraux• Augmenter le potentiel futur des exportations• Aligner l'exploitation minière à l'économie générale	
Impacts	<p>L'impact à long terme comporterait :</p> <ul style="list-style-type: none">• Rétablir la confiance des investisseurs• Améliorer les critères de compétitivité du pays grâce aux sociétés minières• Améliorer la connaissance des ressources géologiques du pays• Améliorer la gestion des données géologiques et les compétences connexes au niveau du ministère• Transférer les compétences et connaissances géo-scientifiques	
MONTAGE DU PROJET		

Exécution du projet	<p>Le projet consistera en un processus de trois étapes.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Dans la première étape, les données disponibles seront identifiées et analysées. La plupart des données disponibles sont celles qui ont été collectées par Amtec Ltd qui a fait une évaluation du potentiel minéral en procédant à l'interprétation des images Landsat de l'ensemble du pays pour l'évaluation des minéraux et des hydrocarbures. Résultats présentés dans le rapport avec une carte d'interprétation à l'échelle 1/500.000 Landsat. Couche de données pour une base de données géo-spatiale nationale. <ul style="list-style-type: none"> • Coût: 9.45 millions de dollars 2. Une deuxième étape consistera à identifier les zones qui nécessiteront des enquêtes de moindre envergure à 1/30 000 niveaux. <ul style="list-style-type: none"> • Coût initial de 5 millions de dollars 3. Troisièmement, la banque de données actuellement élaborée par Amtec Ltd sera mise à jour afin de refléter les nouvelles modifications. 	
Risques et mitigations	<ul style="list-style-type: none"> • La Guinée peut ne pas avoir l'ensemble approprié d'infrastructures pour maximiser les profits de la vente de ces données. De nouveaux investissements dans la mise en place d'infrastructure de commercialisation peuvent être nécessaires, 	
Partenaires potentiels	<p>Donateurs : EU, NORAD, AusAID, ACDI, USAID, Gouvernement finlandais, Gouvernement suédois, Banque mondiale, Banque Africaine de Développement (BAD)</p>	
Contacts	<p>Nom : Vafere Coulibaly Position : Directeur de la recherche – Ministère des Mines et de la Géologie Tel : +224 664 78 86 73 / +224 662 19 43 48 Email : couvaferebak@yahoo.fr</p>	<p>Nom: Youssouf Haidara Position : Directeur Général des Projets Miniers – Ministère des Mines et de la Géologie Tel : +224 60 27 1202 / +224 655 2712 02 Email : y_haidara@yahoo.fr</p>